

de Bourgogne,
11 avril 2025
Arnaud Thibault

Les enfants tibétains dans les internats du déracinement

En Chine, de plus en plus de pensionnats sont construits pour les Tibétains, souvent séparés de leur famille dès l'âge de 4 ans

ENQUÊTE

HAIDONG (CHINE) - envoyé spécial

Les chantiers en Chine avancent à une vitesse folle, et celui, lancé il y a un an, du nouveau lycée de la préfecture tibétaine de Golog ne fait pas exception. Derrière les palissades, les grues et les camions-bennes, la structure des bâtiments est déjà terminée. «Dortoir des filles», lit-on en caractères bleus sur l'un. Sur un autre, il est indiqué qu'il accueillera les salles de classe.

Dès la rentrée 2026, 3 000 collégiens et lycéens emménageront dans ce nouvel internat. Plus de la moitié des lycéens de la préfecture de Golog, une région à 92 % tibétaine, seront ainsi répartis dans deux établissements, celui-ci et un autre plus petit, ouvert en 2019 à quelques dizaines de kilomètres, dans la grande capitale

de la province, Xining. Mais ces deux lycées pour les jeunes de la préfecture de Golog ont un point commun étonnant : ils ne sont pas situés à Golog.

Du nouvel établissement en construction dans la ville de Haidong, au pied du plateau tibétain, à la plus grosse commune de la région, il y a en fait 480 kilomètres, c'est-à-dire au moins sept heures et demie de route, et beaucoup de familles vivent encore bien plus loin. La presse officielle souligne que l'altitude moyenne de 4 200 mètres, l'isolement et les conditions climatiques difficiles sur le plateau tibétain rendent l'éducation peu qualitative là-haut. Les articles font valoir qu'en pension, hors du plateau, les résultats de ces jeunes à l'équivalent chinois du bac augmentent.

Mais tout indique que le projet est au moins aussi politique

qu'éducatif : il s'agit de fondre ces élèves dans la société chinoise pour les assimiler davantage, au détriment de leur langue maternelle et de leur culture. Dans ces lycées, situés dans des villes à population très majoritairement d'ethnie chinoise han, l'essentiel des cours se tient en chinois et l'éducation patriotique infuse toute la vie quotidienne.

Une adolescente tibétaine de 14 ans, que l'on surnommera

Dolma, explique avoir été dirigée à ses 7 ans vers un de ces pensionnats, à plus de douze heures de route de chez elle, dans le Sichuan, province de l'Ouest chinois qui recouvre une partie du Tibet historique. Comme l'éducation est obligatoire, les parents ne peuvent pas vraiment s'opposer au départ de leurs enfants. Ceux de Dolma n'étaient de toute façon pas réfractaires à la demande des autorités, ils pensaient qu'elle aurait ainsi plus de chances qu'eux de réussir dans la société chinoise.

Vu le jeune âge de Dolma, sa mère avait demandé avant son départ à une fille un peu plus grande envoyée vers le même internat de veiller sur elle. Mais elles ne furent pas placées dans le même dortoir, elles ne se croisaient que rarement. Dolma se sentait très seule. Avec la distance, il était impensable de rentrer les week-ends, de sorte qu'elle passait huit mois de l'année loin de sa famille. Elle ne pouvait faire le voyage que pour les près de deux mois de vacances d'hiver (entre le Nouvel An grégorien et le Nouvel An tibétain) et les deux mois de vacances d'été. «Quand je rentrais, les premières semaines, je ne comprenais plus trop le dialecte parlé par ma famille, je devais en quelque sorte réapprendre. Une distance s'installait, nous avions perdu notre intimité», raconte-t-elle d'un pays tiers où elle vit désormais.

Enseignement politique

A l'école, le chinois était la langue principale. Il y avait bien un cours de tibétain, mais le professeur lui semblait venir d'une région si éloignée de la sienne qu'elle ne le comprenait pas. L'enseignement politique en revanche était central. «On nous inculquait l'amour de la Chine, que la Chine protège les Tibétains, que la Chine est le meilleur pays», raconte l'adolescente.

Des ONG à l'étranger telles que Tibet Action Institute pointent la détresse induite chez ces très jeunes Tibétains par la vie sans leurs parents. Des vidéos disponibles en ligne mettent par ailleurs en évidence des cas de violence. Dolma explique qu'ayant très bien appris le chinois, elle avait été nommée déléguée de sa classe,

mais qu'elle voyait d'autres enfants qui réussissaient moins bien subir des violences, dont une fille qui s'était fait pincer les paupières par le professeur.

La Chine a fait construire des pensionnats pour les jeunes Tibétains depuis des décennies, mais cette politique a changé. Des écoles rurales sont fermées, les nouveaux établissements sont plus éloignés, et l'enseignement et la vie en chinois y sont devenus la norme, explique Gyal Lo, un Tibétain qui longtemps a été professeur de sociologie de l'éducation dans une université de Lanzhou, une grande métropole chinoise au pied du plateau.

Lui-même dit avoir constaté l'évolution dans sa propre famille lorsque, un jour de novembre 2016, son frère lui a dit sa préoccupation devant le changement d'attitude de ses deux filles : elles rechignaient depuis peu à lui parler en tibétain. «Quand on est professeur d'éducation, on emploie souvent le concept de "reproduction sociale", dit-il. Là, ces enfants deviennent un peu étrangers chez eux, ils n'ont ensuite plus l'appétence de partager une langue et une culture.» Au cours des quatre années suivantes, Gyal Lo a enquêté sur la montée en puissance de cette politique de l'internat, visitant une cinquantaine d'écoles, avant de se résoudre à l'exil au Canada.

Cette politique est voulue au plus haut niveau. Le président Xi Jinping en personne s'est rendu en juin 2024 dans le lycée de Xining inauguré en 2019. Un reportage de la télévision officielle sur cette visite montre l'établissement encore comme neuf, la piste d'athlétisme, les dortoirs et les salles de classe modernes, mais on n'y aperçoit pas le moindre caractère tibétain. Le chef de l'Etat arrive dans une classe pendant un cours d'éducation politique sur le thème «Nouvelle ère, nouveau lieu d'origine» et, selon la presse officielle, Xi Jinping a insisté durant cette visite sur la nécessité «d'implanter le sens de la communauté pour la nation chinoise dans le cœur des enfants dès un jeune âge».

Cette formule, le président Xi a commencé à l'employer dès 2014, lorsqu'il a fixé sa politique à l'égard des minorités. Elles bénéficient encore de priviléges souvent mis en avant par le discours officiel, tels que quelques points supplémentaires aux examens ou des préfectures qualifiées d'«autonomes». Mais, depuis une décennie, l'accent est bien davantage mis sur l'assimilation, surtout pour les minorités considérées comme potentiellement problématiques, car ayant eu des vel-

«On nous inculquait l'amour de la Chine, que la Chine protège les Tibétains», raconte une adolescente

Ouïgours, les Mongols et les Tibétains. Dès 2016, un article d'un des quotidiens officiels, *Global Times*, faisait ce constat : «Alors que dans le passé de nombreuses écoles dans les régions tibétaines enseignaient tous les cours en tibétain, aujourd'hui, de plus en plus d'établissements – surtout en zone urbaine – utilisent le mandarin comme langue principale d'instruction, tandis que le tibétain n'est plus utilisé que durant le cours de langue tibétaine, si toutefois il est enseigné.»

Près de 1 million d'enfants

Des pensionnats existent aussi dans d'autres régions, mais l'envoi des enfants y est bien moins systématique – un peu plus de 20 % des élèves de Chine. L'ONG Tibet Action Institute estime que 78 % des enfants tibétains de 6 à 18 ans sont scolarisés en pension et que certains y sont envoyés dès l'âge de 4 ans. Des rapporteurs de l'ONU évaluaient en 2023 à près de 1 million le nombre d'élèves tibétains en pension et s'inquiétaient d'un «programme à grande échelle destiné à assimiler les Tibétains dans la culture majoritaire han, en violation des droits humains reconnus internationalement».

Le phénomène ne fait que s'intensifier et, désormais, des écoles privées qui tout en respectant le programme scolaire général enseignent également la culture tibétaine sont sommées de fermer. Ainsi de l'école Jigme Gyatson, située dans la préfecture de Golgo, dont le fondateur avait pourtant été invité en 2014 à partager ses idées sur l'enseignement à la conférence politique participative annuelle de la région. L'établissement a été contraint de fermer le 12 juillet 2024, après avoir été toléré trente ans par les autorités.

Le sujet est sensible pour la Chine. Dès la sortie de l'aéroport régional, le correspondant du *Monde* a été pris en filature par au moins trois voitures et cinq individus, des agents en civil partageant le soir le même hôtel, le même petit déjeuner, puis s'assurant jusque dans le terminal qu'il prenne bien un vol retour. ■

Il s'agit de fondre ces élèves dans la société chinoise, au détriment de leur langue maternelle